

Modèle social français versus modèle social nordique

Modèle social nordique (Finlande, Suède, Danemark, Norvège)

- à la fois très efficace économiquement tout en assurant une excellente protection sociale
 - caractéristiques modèle : entreprises à la pointe, écoles excellentes, filières de formation accessibles à tous, climat d'optimisme et de confiance en l'avenir alors que leurs entreprises délocalisent
 - Volonté réformatrice
 - ➔ Années 70 : modèle suédois admiré pour son haut niveau de protection sociale
 - ➔ Début années 90 : sombre sous les dettes, service public mal adapté, chômage élevé, impôts trop lourds
 - ➔ En quelques années, réussit à se réformer en remettant l'ensemble des systèmes à plat, en ayant la volonté de n'exclure personne (pas demi-mesures comme en France) : simplification de l'administration, alignement du régime des fonctionnaires sur celui du privé, décentralisation, recherche de la transparence et de l'évaluation en matière d'utilisation de l'argent public
 - Extrêmement attachés à la poursuite du plein-emploi, ce qui leur permet de verser à tous des allocations chômage généreuses.
 - Tout le monde doit avoir un travail : femmes comme hommes, jeunes comme vieux (60% des Danois de moins de 24 ans travaillent contre moins de 30% en France)
 - Travail « soutenable », adapté au rythme de chacun : aménagement du temps de travail pour les parents de jeunes enfants ou les seniors.
 - culture du compromis et du travail commun dans les négociations entre partenaires sociaux (syndicats pas opposés à globalisation si retombées pour les salariés)
 - Chômeurs et bénéficiaires de l'aide sociale suivis de près, obligés de se former, voire de changer complètement d'orientation ⇒ Toute l'action sociale est décentralisée au niveau local (communes) au Danemark
 - bon réglage entre allocations et incitation, si besoin contraignante, à reprendre le travail
 - taux de syndicalisation : 80% (France moins de 10%)
 - Danois : employeurs libre d'embaucher et de licencier, mais accompagnement du parcours des salariés par un vrai suivi social
- Sont-ils en train de mettre en place un Etat-providence pour le XXIe siècle, qui pourrait être au cœur du modèle social européen ?

Modèle français

- 23% des moins de 25 ans au chômage
- non-dit de la société française : depuis des années, les mesures de flexibilité sont supportées par les moins qualifiés, et notamment les plus jeunes ; et les petites entreprises.
- la précarité épargne toujours de larges couches de salariés : des blocs entiers de la population veulent bien du changement économique, mais refusent d'en subir les conséquences = employés des grandes entreprises et ceux du secteur public.
- CPE = logique qui consiste à faire peser le poids de la flexibilité sur une catégorie particulière de travailleurs plutôt qu'à revoir l'ensemble de notre contrat social ; de même que le CNE (ne porte que sur les entreprises de vingt salariés au plus)
- Mesures contre le chômage depuis 25 ans = on procède par dérogations, création d'emplois atypiques (emplois aidés dans secteur marchand, emplois solidarité dans le secteur non marchand + contrats d'insertion et abus des stages par entreprises) : système lourd, illisible et inefficace.
- Fondement société française = corporatisme qui organise la protection des plus protégés et d'eux seuls (responsables syndicaux issus de la fonction publique et des métiers les plus qualifiés, personne ne représente les « précaires »)

France : Société très flexible, inégalitaire et opaque

Contradiction à résoudre entre employeurs qui veulent de la fluidité car opèrent dans un monde économique instable, et des salariés qui veulent de la stabilité car nécessité de revenus stables par exemple avoir un appartement, mener une vie normale.